

Le noyau dur de l'intégration européenne

Lutz Brangsch

Économiste chercheur à l'Institut d'analyse sociale de la Fondation Rosa Luxemburg

Dimitris Sotiropoulos note à juste titre que l'euro n'est pas seulement une monnaie, mais aussi un mécanisme : « Il a mis en place une forme particulière de symbiose entre les différentes économies capitalistes » (Sotiropoulos 2012, 66). Mais quelle est la nature matérielle de cette « symbiose entre les différentes économies capitalistes » ? Cette question clé a déjà été soulevée par John Grahl en 2003. Il a souligné que la mondialisation et le processus d'intégration européenne qui lui est associé ne sont pas seulement une stratégie politique, « mais aussi, et même plus, le résultat d'un changement profond des structures productives, d'une nouvelle phase de socialisation de la production » (Grahl 2003, 19).

Aujourd'hui, cependant, l'objet des débats et de la stratégie à gauche porte toujours sur les aspects distributifs et politiques de l'UE. On le relie habituellement à l'hypothèse de reprise de la capacité au niveau national à agir de manière politiquement générale et en particulier à la capacité de la gauche à agir en cas de désintégration de l'UE. Ce point de vue suppose que l'UE n'est en réalité pas la « symbiose des différentes économies capitalistes ». Dans le numéro 10/2012 de *Transform !*, Francisco Louçã soutient de manière convaincante que le départ du Portugal de la zone euro aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la population et ne saurait aucunement résoudre les problèmes du pays (Louçã 2012). En va-t-il de l'UE plus que de la simple somme de ses parties ? Dans ce qui suit on ne tentera pas de répondre en détail à cette question. Cet article s'intéresse plutôt à des facteurs autres que

les forces centrifuges et (artificiellement) centripètes afin de pouvoir prendre en compte ces autres facteurs pour formuler une stratégie.

Évaluations et interprétations contradictoires

La littérature scientifique pose parfois la question de savoir si le processus d'intégration a eu un quelconque effet économique et s'il a jamais été « économiquement justifié » (Plumpe et Steiner 2008, 37). Il faut prendre cette question très au sérieux. Le fait est que les données disponibles pour une évaluation sérieuse de l'ensemble des interconnexions internes dans l'UE et la zone euro ne sont pas très solides. Après les libéralisations et les privatisations des années 1990, le marché unique européen a été largement traité comme une valeur intrinsèque qu'on peut, au mieux, étudier à un niveau très agrégé (comme celui de la balance des paiements) ou par rapport à des questions spécifiques (par exemple, celle des conséquences régionales des subventions de l'UE). La science a ainsi adapté son propre regard sur l'évolution de l'UE au début des années 1990.

Si on considère les déclarations et les données disponibles sur l'interdépendance économique dans la zone UE, la politique économique de l'Union semble aller à l'aveuglette. Le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, vient d'annoncer qu'il s'est avéré impossible d'analyser l'impact économique de l'interaction des différentes interventions de l'UE, mais il a plaidé pour le retour de l'industrie dans l'UE (Tajani 2012).

Il est clair que, quand il s'agit de documenter et d'évaluer le fonctionnement des processus d'intégration dans l'UE, l'approche directe est inopérante. L'objectif d'intégration européenne n'est pas mis en œuvre comme le souhaitent les politiques ou selon le bon sens.

Mais c'est également vrai pour la période allant jusqu'à 1990. Les études de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) montrent, d'une part, les limites de l'intervention politique directe et, d'autre part, les effets à long terme de l'intégration des politiques économiques dans le secteur de l'acier, jusque dans les années 1990 (Evers 2001, 203ff.). Outre l'objectif politique d'intégration de la RFA au système occidental, l'objectif premier était d'imposer le principe de la concurrence à l'industrie lourde de la RFA, traditionnellement connue pour ses fortes tendances monopolistiques. L'interaction entre réglementation, intervention sous forme de subventions, protectionnisme et mesures de protection sociale a donné lieu, à la fin des années 1980, à une industrie de l'acier qui, bien que différenciée, avait un caractère UE-européen. La concurrence entre les entreprises et les pays avait désormais un cadre qui prévenait les crises majeures, en particulier celles de nature politique. Cela n'a pas orienté l'intégration vers un processus d'intégration sociale, mais a produit des changements durables dans le secteur social, et

différents de ce à quoi on aurait pu s'attendre dans une Europe occidentale de la libre concurrence. Des projets tels que la CECA et l'Euratom ont lancé des signaux en faveur d'une coopération directe dans l'industrie, mais ne sont pas parvenus à établir une coordination directe. Des entreprises ont répondu aux signaux en les utilisant pour leurs stratégies d'entreprise, dans certains cas, avec des aides de l'État. D'autres instruments, tels que les Fonds structurels et les fonds sociaux, tendent à agir de manière indirecte et probablement plus durable.

Les leçons tirées de l'échec d'un aspect de la politique des organisations qui ont précédé l'UE et de leurs succès dans d'autres domaines ont conduit dans les années 1980 et 1990 – principalement sous la pression de la mondialisation – à un nouveau consensus entre les États membres, étroitement lié au virage vers le néolibéralisme et à la reconfiguration de l'équilibre des forces en Europe (Sifakis-Kapetanakis 2010, 79-83). L'UE se définit elle-même désormais, de façon tout à fait délibérée, non plus en termes de relations internes mais comme un tremplin pour les entreprises tournées vers la concurrence internationale. L'intensification et les évolutions concernant le commerce et la production dans l'UE s'expliquent de plus en plus par l'intégration des différentes entreprises à l'économie mondiale. On sera d'accord avec Sifakis qui souligne que « dans sa forme actuelle, le cadre institutionnel de l'UEM n'est pas viable. Il favorise l'accumulation de déséquilibres durables au détriment des pays les moins avancés d'Europe. En générant des coûts et des risques importants pour ces pays, il met en danger les institutions et les mécanismes qui leur permettraient de faire face » (Sifakis-Kapetanakis 2011). Les termes clés sont ici « dans sa forme actuelle ». La question est finalement de savoir si a pu vraiment émerger une économie de l'UE en tant que « quasi-économie nationale », avec ses propres cycles internes forts de reproduction, et si celle-ci oblige à adopter de nouvelles formes de l'UE, l'UEM ou l'euro – ou s'il est possible de se défaire de la forme UEM. La question à laquelle nous devons répondre est celle de l'importance qu'ont les nouveaux défis identifiés par la Commission européenne concernant l'intégration de l'économie européenne dans la division internationale du travail (Commission 2012b, 4) pour aller vraiment dans le sens d'une « nouvelle réalité » – c'est-à-dire un processus d'intégration pratiquement irréversible – et quel rôle joue l'euro dans tout cela. Des réponses à ces deux questions dépendra de manière cruciale la viabilité d'une stratégie de gauche.

Qu'est vraiment l'UE ?

Un coup d'œil sur les documents de l'UE semble confirmer que l'UE est une structure orientée vers l'adaptation aux conditions externes (Commission 2012a). Dans le discours politique, l'importance de l'industrie, des services

et de l'agriculture de production et leur place dans la division du travail sont cachées sous le masque de la compétitivité.

Les forces des différents pays en ont été accrues, alors que dans le même temps apparaissent les faiblesses structurelles des pays qui sont particulièrement touchés par la crise actuelle et dont la faiblesse s'aggrave. L'objectif doit être de concentrer les ressources sur une restructuration complexe de l'ensemble de l'économie. Cependant, c'est précisément dans cette situation que (sans surprise) on peut constater une fuite des capitaux – d'Espagne, par exemple. La restructuration a lieu dans le secteur bancaire, et non dans l'industrie, l'agriculture, etc. (Plenk *et al.* 2012, 23f).

Cela correspond aux recommandations du FMI et de l'OCDE. Mais des pays comme la Grèce sont confrontés à des problèmes liés à leur structure économique en tant qu'entité. Les (rares) études disponibles sur cette question sont unanimes et fiables (Schradler et Laaser 2012). Pourtant toutes les prescriptions et recommandations évitent ce véritable problème.

Tout cela conduit à un dilemme décrit en ces termes par Karagiannis et Kondeas en ce qui concerne la Grèce : « Dans la formulation des politiques de restructuration et de diversification économiques, il est essentiel que les politiques mises en œuvre soient des éléments d'une stratégie à long terme. Ne pas le faire pourrait conduire à la fois, à court terme, à des considérations fortement partisans, dictées par des obstacles socio-culturels et l'urgence des problèmes [...], ainsi qu'à l'adoption d'une approche de développement *ad hoc* en conflit avec l'objectif de renforcement du tissu économique » (Karagiannis et Kondeas 2012, 69). Le fait est que les intérêts à long terme pour résoudre la crise de l'UE sont en contradiction avec les exigences, les attentes et les intérêts à court terme exprimés principalement en termes de profit attendu. En ce sens, la Grèce illustre l'incohérence de la politique de l'UE. Cependant – et on n'insistera jamais trop sur ce point –, il ne faut pas confondre l'incohérence d'une politique et son inefficacité. L'incohérence réside simplement dans le fait que la distribution spatiale des forces productives et le développement des capacités de travail dans les régions ne résultent pas d'une stratégie, mais que les changements sont dictés par d'autres critères qui trouvent leur origine dans les stratégies d'entreprise ! L'UE est un espace d'intégration, qui n'a pas conscience de la nature particulière de son intégration.

La question d'un point de vue théorique

Même si on déduit à juste titre la qualité nouvelle du capitalisme à partir des critères de valorisation du capital-argent, la production est toujours un élément indispensable du cycle. L'ensemble du processus de reproduction du capital – et pas seulement une de ses parties – se caractérise par les plus fortes contradictions (Busch 2012, 115). Les analyses actuelles ignorent le

plus souvent la production des bases matérielles de la vie, c'est-à-dire le rôle du cycle du capital productif investi dans l'industrie et l'agriculture. C'est d'autant plus étonnant que la crise qui a commencé en 2007 a été dans une large mesure une crise de surproduction au sens classique du terme. C'était particulièrement évident dans les industries du bâtiment et de la construction automobile. Il est également apparu clairement que, quelle que soit l'importance du secteur financier, la stabilité du tissu social dépend de la mesure dans laquelle les fruits de ce secteur peuvent être convertis/échangés pour des produits des secteurs économiques « classiques ». Bien sûr, les structures de la division internationale et régionale du travail sont déterminées par les critères de l'oligarchie financière orientés vers le profit. Le secteur financier n'est pas seulement un secteur « auxiliaire » et ne l'a jamais été sous le capitalisme. Les cycles de la monnaie et du capital en général et les cycles du capital productif se développent et se modifient toujours de pair. Le fait est que la question soulevée par Grahl concernant la qualité nouvelle de la socialisation est la question de la substance qui résulte des processus désignés comme ceux de la mondialisation et de la financiarisation. Cette substance durable est la possibilité – créée par la financiarisation – de mobiliser des ressources à travers le monde et d'articuler tous les processus locaux à une échelle véritablement mondiale. La forme est destructrice ; l'essence est révolutionnaire.

Le défi consiste donc à prendre l'ensemble du processus de reproduction comme base d'évaluation de l'UE. Cela implique non seulement un examen combiné du capital financier et productif, mais aussi une étude des relations sociales et politiques reproduites dans ce processus.

Bref examen des analyses

Comme on l'a dit précédemment, l'émergence d'un espace économique de qualité nouvelle n'a rien d'évident. C'est étonnant, compte tenu du grand nombre de mécanismes, règlements et procédures émanant de l'UE et des critiques de la lourdeur de la bureaucratie ainsi générée. C'est essentiellement dû au fait qu'on se contente toujours juste d'étudier séparément les différents éléments des processus en cours, si bien qu'on ne peut tout simplement pas embrasser l'ensemble du processus de reproduction, comme on l'a dit ci-dessus. Et, pris en eux-mêmes, les processus sont réellement contradictoires et parfois directement opposés les uns aux autres. On le voit dans certaines études et positions caractéristiques.

- Le niveau des exportations du PIB dans les pays de l'UE est variable, mais dans bon nombre d'entre eux il est élevé – supérieur à celui des États-Unis et du Japon. En 2008, il était de 75 % en Belgique, à une extrémité de l'échelle, et de 6,8 % à Chypre, à l'autre extrémité. Parmi les pays les plus dépendants des exportations – à l'exception de la Belgique – se trouvent la Slovaquie,

la Hongrie, la République tchèque, les Pays-Bas, la Slovénie et l'Estonie. Pour chacun d'eux, le niveau des exportations de l'année en question dépassait 50 % (OMC 2012). Dans les échanges commerciaux de haut de gamme au sein de l'UE, les produits à forte valeur ajoutée se taillent la part du lion. Mais se pose clairement un problème : le secteur automobile représente la plus grande part des exportations directes – des pays de l'UE entre eux –, 10 % (2010) (Eurostat 2011, 79). À ce stade, nous constatons non seulement un haut degré d'interpénétration, mais aussi sa grande qualité. Des tendances à long terme opèrent ici. Au début des années 1990, on trouvait déjà des études pertinentes concernant l'industrie automobile (Bochum et Meissner 1989). Même la République tchèque « eurosceptique » était intégrée du fait de l'interdépendance de la division du travail dans cette branche. Les réseaux mondiaux de production qui en résultent – selon la conception de Grahl – devraient jouer un rôle stabilisateur décisif dans l'approfondissement des processus de socialisation (voir Gundlach 2011).

- Le lien entre les économies au sein de l'UE rend tous les États membres dépendants du développement des relations économiques mondiales. On peut noter ici trois facteurs importants : la tendance à établir des accords commerciaux entre régions plutôt qu'entre États, le poids croissant des BRIICS dans les relations économiques internationales en général, et des changements dans la structure des investissements.
- Une analyse des études de différents pays concernant les effets des relations import-export sur les entreprises montre que ces relations ont tendance à accroître a) la productivité et b) la capacité de survie de ces dernières. La rentabilité n'est pas concernée (Wagner 2012). Ainsi, le bon fonctionnement du marché mondial et une intégration non conflictuelle dans la division internationale du travail constituent probablement pour les entreprises un motif pour profiter des opportunités offertes par l'UE.
- Krieger-Boden et Traistaru-Siedschlag en viennent à la conclusion que, dans le cadre de développement de l'UE, les changements structurels ont tendance à se produire plus au sein des pays et des régions qu'entre eux : « Il a été impossible de prouver », écrivent-ils, « que l'intégration remplacerait les systèmes nationaux centre-périphérie par un système centre-périphérie unique de toute l'Europe » (Krieger-Boden et Traistaru 2008, 25). D'autres auteurs arrivent à des conclusions légèrement différentes, tout en soulignant que, malgré une convergence entre les États, les différences de développement au sein des États ont tendance à s'accroître. Les évolutions depuis la parution de cette étude le confirment, même si elles révèlent également, dans une large mesure, les différenciations régionales qui s'installent à tous les niveaux.
- L'euro joue un rôle en facilitant, par exemple, les flux commerciaux sans nécessairement augmenter leur volume. « Un faible effet de l'euro sur les

quantités échangées ne veut pas dire que l'introduction de l'euro n'a pas permis de réduire les coûts. La plus grande partie des gains réalisés ne le sont pas grâce à l'augmentation du commerce, mais par des transactions moins coûteuses au sein des échanges existants » (Hogrefe, Jung et Kohler 2012, 41f). L'étude de ces derniers confirme le vieil avertissement selon lequel une union monétaire, en elle-même, peut accroître les inégalités si elle n'est pas associée à d'autres mesures qui alignent les positions concurrentielles.

- Une autre caractéristique importante de l'UE en tant qu'espace économique, selon Keller et Yeaple, concerne les produits modernes et complexes de ce qu'on appelle « économie de la connaissance », pour lesquels, sur certains points, les coûts de transfert de technologie sont supérieurs à ceux du transfert des produits. Ainsi, les études montrent que même les grandes entreprises internationales doivent développer leurs bases nationales (Keller et Yeaple 2008, 37-38). Barba Navaretti tire la même conclusion : « La projection mondiale des entreprises européennes part d'un seul marché car c'est dans l'espace quasi domestique par excellence que les entreprises commencent à croître et renforcent leur compétitivité. La coordination des politiques structurelles au niveau européen, qui a été à la traîne par rapport à l'ensemble des politiques de demande, contribuerait également à renforcer les entreprises européennes » (Barba Navaretti *et al.* 2011, 51).

À ce stade, il convient de mentionner le rôle de l'UE dans la structuration de l'agriculture (le marché agricole est toujours un des plus vastes domaines d'activité de l'UE), le rôle des programmes tels que le Fonds social européen et le Fonds européen de développement régional, et l'importance de l'UE dans le domaine des standards et des normes.

Ces exemples montrent que, bien que le processus d'intégration n'ait pas contribué à réduire les inégalités (du moins pas autant qu'on le prétend parfois), il a changé la nature de ces inégalités. Le revenu par habitant peut rester le même alors que la base des revenus change, ce qui, à son tour, peut entièrement modifier les différentes exigences de reproduction du capital. La simultanéité des changements structurels et du démantèlement des droits sociaux et des services peut déformer l'image. Ainsi la symbiose du capital notée par Sotiropoulos a une base matérielle qui va au-delà des interrelations financières.

Conséquences

Cette rapide analyse souligne la nécessité d'une vision intégrée de l'UE. Pour évaluer les évolutions, nous devons distinguer différents niveaux :

- Les changements reflétés dans des indicateurs agrégés (ou agrégables) au niveau des économies nationales ;
- Les changements qui s'expriment dans l'évolution des relations fondées sur la division du travail dans les entreprises ;
- Les changements qui se manifestent dans la reproduction de la force de travail et dans l'ensemble des relations sociales ;
- Les changements concernant les conditions de reproduction du capital constant (au sens marxiste des « conditions générales de la reproduction »).

D'un point de vue théorique et à partir de l'examen des résultats des différentes analyses nous pouvons confirmer la thèse selon laquelle l'envers des intérêts du capital financier est un noyau dur d'intérêt économique général qui maintient ensemble l'UE et la zone euro. Le fonctionnement de ce noyau dur et ses conséquences pour les stratégies de gauche nécessitent une discussion plus approfondie. Il est cependant évident que le « renversement » de l'UE et de l'euro au regard de l'évolution de leur base matérielle et face aux défis mondiaux (crise écologique/sociale, injustice de la division internationale du travail, etc.) ne nous mènera pas loin. Le débat doit être mené à la fois à l'intérieur et à propos de l'Union. La dépendance mutuelle et de l'interconnexion réelle dans l'UE est encore nettement supérieure à la totalité de l'action conjointe organisée par la gauche. ■

Bibliographie

- Barba Navaretti, Giorgio, Matteo Bugamelli, Fabiano Schivardi, Carlo Altomonte, and Daniel Horgos. 2011. *The global operations of European firms : the second EFIGE policy report, Bruegel blueprint*. Brussels : Brussels European and Global Economic Laboratory.
- Bochum, Ulrich, and Heinz Rudolf Meißner. 1989. "Das euro-flexible Unternehmen." In *Europa '92. Industriestandort oder sozialer Lebensraum*, edited by Franz Steinkühler, 81-107. Hamburg : VSA.
- Busch, Ulrich. 2012. "Geldkapital, Finanzkapital und Finanzindustrie. Zur Phänomenologie des entwickelten Kapitalismus." *Berliner Debatte Initial* (Nr. 2/2012) : S. 104-115.
- Commission, European. 2012a. Commission staff working document. Restructuring in Europe 2011. In *Brussels, 17.1.2012 SEC(2012) 59 final*, edited by European Commission. Brussels.
- Commission, European. 2012b. Green Paper. Restructuring and anticipation of change : what lessons from recent experience ? In *COM(2012) 7 final*, edited by European Commission. Brussels, 17.1.2012.
- Eurostat. 2011. *External and intra-EU trade. A statistical yearbook. Data 1958 - 2010*. Edited by European Commission. Luxembourg : Publications Office of the European Union.
- Evers, Jens. 2001. *Der EGKS-Vertrag und die europäische Industriepolitik : Versuch einer Außenwirkungsanalyse auf die deutsche Stahlindustrie*. Berlin.
- Grahl, John. 2003. "Financial Integration and European Society." In *The Emergence of a New Euro Capitalism ? Implications for Analysis and Politics*, edited by Martin Beckmann, Hans-Jürgen Bieling and Frank Deppe, 9-27. Marburg : Forschungsgruppe Europäische Gemeinschaften (FEG).
- Gundlach, Oliver. 2011. *Globale Produktionsnetzwerke. Erreicht die Globalisierung einen Wendepunkt ?* Hanburg.

- Hogrefe, Jan, Benjamin Jung, and Wilhelm Kohler. 2012. *Putting Currency Misalignment into Gravity : The Currency Union Effect Reconsidered*. Vol. No. 32, University of Tübingen, Working Papers in Economics and Finance. Tübingen : Eberhard Karls Universität Tübingen.
- Karagiannis, Nikolaos, and Alexander G. Kondeas. 2012. The Greek financial crisis and a developmental path to recovery : Lessons and options. *real-world economics review* (60) : S. 54-73, <http://www.paecon.net/PAERreview/issue60/KaragiannisKondeas60.pdf>.
- Keller, Wolfgang, and Stephen R. Yeaple. 2008. *Global production and trade in the knowledge economy, NBER working paper series*. Cambridge, Mass.
- Krieger-Boden, Christiane, and Iulia Traistaru. 2008. "Regional structural change and cohesion in the enlarged European Union." In *The Impact of European Integration on Regional Structural Change and Cohesion*, edited by Christiane Krieger-Boden, Edgar Morgenroth and George Petrakos. London/ New York.
- Louçã, Francisco. 2012. "Die Krise Europas : Elemente einer politischen Strategie." *transform. Europäische Zeitschrift für kritisches Denken und politischen Dialog* (10/2012) : S. 22-33.
- Plenk, Johanna, Gernot Nerb, Klaus Wohlrabe, and Benjamin Born. 2012. Vol. 11, No. 3, August 2012, *CESifo World Economic Survey*. München : Ifo Institut.
- Plumpe, Werner, and André Steiner. 2008. "Dimensionen wirtschaftlicher Integrationsprozesse in West- und Osteuropa nach dem Zweiten Weltkrieg." *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* no. 2008/2 : S. 21-38.
- Schrader, Klaus, and Claus-Friedrich Laaser. 2012. *Die Krise in Süreuropa oder die Angst vor dem Dominoeffekt. Griechenland, Portugal und Spanien im Krisentest*. Edited by Institut für Weltwirtschaft Kiel. Vol. Nr. 500/501, Januar 2012, *Kieler Diskussionsbeiträge*. Kiel.
- Sifakis-Kapetanakis, Catherine. 2010. "Fortschritt und Rückschritt der Europäischen Union." In *Sichtbare Hände - Staatsinterventionismus im Krisenkapitalismus*, edited by Judith Dellheim and Günter Krause. Berlin : Karl Dietz Verlag ; 2011. Macroeconomic Asymmetry and Imbalance in the Eurozone. http://www.boeckler.de/pdf/v_2011_10_27_sifakis-kapetanakis.pdf.
- Sotiropoulos, Dimitris P. 2012. "Thoughts on the ongoing European debt crisis : A new theoretical and political perspective." In *The political economy of public debt & Austerity in the EU*, edited by Elena Papadopoulou and Gabriel Sakellaridis, S. 65- 74. Athen : Nissos Publications.
- Tajani, Antonio. 2012. EUROPA - PRESS RELEASES - Press Release - Industrial revolution brings industry back to Europe. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1085_en.htm?locale=en.
- Wagner, Joachim. 2012. "International trade and firm performance : a survey of empirical studies since 2006." *Review of World Economics* no. 148 (2) : 235-267.
- WKO. *Außenhandelsintensität der EU-Mitglieder 2008* 2012 [cited 14.10.2012. Available from http://wko.at/statistik/wgraf/2009-08_Exportintensit%C3%A4t_2008.pdf.